François Aballea, Arnaud Mias (coord.),
*Mondialisation et recomposition des relations
professionnelles : un état des lieux*

Toulouse, éditions Octares, coll. « Le travail en débats. Série Colloques & congrès », 2010

Frédéric Guiomard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/5870>
DOI : 10.4000/travailemloi.5870
ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2012
Pagination : 83-84
ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Frédéric Guiomard, « François Aballea, Arnaud Mias (coord.), *Mondialisation et recomposition des relations professionnelles : un état des lieux* », *Travail et Emploi* [En ligne], 132 | octobre-décembre 2012, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/5870> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.5870>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

François Aballea, Arnaud Mias (coord.), *Mondialisation et recomposition des relations professionnelles : un état des lieux*

Toulouse, éditions Octares, coll. « Le travail en débats. Série Colloques & congrès », 2010

Frédéric Guiomard

RÉFÉRENCE

François Aballea, Arnaud Mias (coord.), *Mondialisation et recomposition des relations professionnelles : un état des lieux*, Toulouse, éditions Octares, coll. « Le travail en débats. Série Colloques & congrès », 2010, 340 p.

- 1 L'ouvrage de François Aballéa et Arnaud Mias, *Mondialisation et recomposition des relations professionnelles*, issu d'un colloque qui s'est tenu à l'université de Rouen, a pour ambition de dresser un panorama de l'impact de la mondialisation sur l'évolution des relations professionnelles en France et dans l'Union européenne. Il comporte une trentaine d'articles proposant des analyses de sociologues du travail, de politistes, juristes, gestionnaires ou praticiens français ou, plus rarement, originaires d'autres pays européens. Fort stimulant, cet ouvrage a fait le pari de multiplier les points de vue afin de montrer l'ampleur et la complexité des mouvements à l'œuvre en Europe dans les relations entre les salariés, les employeurs et les autorités étatiques ou supra-étatiques. Il est structuré autour d'une introduction rédigée par les coordinateurs et de quatre parties, elles-mêmes précédées d'une présentation synthétique. Chaque contribution comporte une bibliographie soignée.
- 2 La variété des contributions, des angles et des méthodes d'analyse permet en premier lieu de dresser un état des lieux du foisonnement des mutations en cours dans ce

champ des relations professionnelles. Le tableau esquissé montre l'ampleur des évolutions, tant en ce qui concerne la pratique des entreprises et des groupes, les interventions des États ou des autorités européennes que le rôle joué par les représentants des salariés et des entreprises. Les causes de ces mutations ne sont pas clairement analysées mais les articles les imputent au développement des échanges internationaux, au néo-libéralisme, à la financiarisation des économies ou à des phénomènes d'externalisation des activités ou encore à une « glocalisation »¹. L'ouvrage n'a pas pour objet de comprendre ce contexte économique plus général, mais les observateurs montrent qu'il faut se défier aussi d'en avoir une perception trop univoque.

- 3 Les mutations qui affectent les relations professionnelles sont nombreuses et touchent à la fois à la négociation collective, à l'information-consultation, aux pratiques syndicales, aux restructurations d'entreprises et aux pratiques d'emploi à l'échelon français et européen, plus rarement au-delà. Nombre de ces articles susciteront l'intérêt, à l'instar notamment de celui consacré par Claude Didry aux différents usages que font les entreprises des codes de conduites, des réflexions de Giusto Barisi sur l'adaptation du syndicalisme européen à la mondialisation, de la recherche menée par Delphine Mercier et Michael da Cruz sur l'incidence du développement des zones franches sur les règles du droit du travail et leur application ou encore de celle menée par Sylvaine Laulom sur la stratégie coordonnée pour l'emploi au niveau de l'Union européenne. Mais c'est surtout la multiplication des angles qui permet de donner toute son ampleur à l'analyse : le livre convainc qu'aucun point de vue isolé d'une discipline ou d'un niveau d'observation n'est suffisant pour comprendre l'étendue des mutations des relations industrielles, faites de la combinaison de jeux d'acteurs complexes, de mouvements d'évolution et de résistances, d'espaces d'interactions divers et de stratégies subtiles.
- 4 Du côté des regrets, la lecture de l'ouvrage dans sa totalité – au-delà des analyses savantes des uns et des autres – pourra laisser l'impression d'un *puzzle* dont les pièces seraient trop éparpillées pour que le lecteur puisse comprendre la manière dont elles s'assemblent. Comment en effet disposer d'un cadre d'analyse suffisamment construit pour comprendre ce qui peut unir la restructuration des chantiers navals de Saint-Nazaire ou celle des médias du groupe Lagardère, au lancement des nouveaux *tramways* à Nancy, au dialogue social bulgare, aux syndicats patronaux roumains, à la stratégie européenne pour l'emploi et à l'évolution de la représentation syndicale dans les mines européennes dans les années 1950 ? La lecture remportera sans aucun doute l'adhésion sur le caractère protéiforme des évolutions à l'œuvre – reflet sans aucun doute de celles que connaissent nos sociétés – mais elle ne parviendra pas complètement à rassurer le lecteur sur ses facultés d'analyse des mutations sociales contemporaines. Il faut certes savoir gré aux coordinateurs de l'ouvrage de présenter en introduction un cadre général donnant une perspective plus large esquissée avec une belle fermeté, mais la collection des contributions, de par sa variété disciplinaire et ses objets multiples, rentre difficilement dans le plan construit et ne saurait se laisser enfermer dans cette mise en perspective introductive pas plus que dans chacune des introductions des quatre parties qui structurent l'ouvrage. Plus gênant sans doute, le livre parvient finalement à persuader le lecteur que les différentes disciplines elles-mêmes s'avèrent impuissantes à rendre intelligibles ces évolutions. Les coordinateurs, dans leur introduction, souhaitent rattacher l'ouvrage à la discipline des « relations professionnelles », « entendues comme l'ensemble des relations qui s'établissent entre

les autorités publiques, les salariés ou leurs représentants et les employeurs ou leurs organisations, et qui ont pour objet l'élaboration des règles encadrant l'activité de travail » (p. 1). L'ouvrage serait-il parvenu à davantage de luminosité s'il s'en était tenu à cet objet en limitant l'analyse aux rapports entre syndicats, employeurs et autorités publiques ? Peut-être. Mais les différentes études montrent que ces relations sont elles-mêmes fortement dépendantes des relations individuelles d'emploi, des stratégies industrielles des entreprises et groupes de sociétés et des relations plus générales à l'économie qui ne sauraient être oubliées dans ces mutations. Par ailleurs, le postulat retenu, selon lequel les relations professionnelles auraient pour seul objet l'élaboration de *règles* encadrant le travail, semble démenti lorsque l'observation s'éloigne de l'échelon national pour scruter des horizons européens et internationaux. Les normes encadrant le travail à ces niveaux se révèlent si ténues qu'on a peine à imaginer qu'elles constituent l'unique objet des relations professionnelles : la quête d'une production de règles se combine avec des jeux plus complexes de légitimation des acteurs ou de production de régulations économiques et sociales plus variées.

- 5 Au total, l'ouvrage de Messieurs Aballéa et Mias s'avère ainsi aussi stimulant que déconcertant : c'est là sans doute une puissante vertu qui engagera tout un chacun à s'en emparer pour proposer ses propres pistes de réflexion sur un sujet aussi exigeant.

NOTES

1. C'est-à-dire, pour Frédéric Rey, une recomposition plus complexe des espaces économiques et sociaux résultant de la superposition du jeu du marché global et de l'implantation locale des entreprises (p. 223).

AUTEURS

FRÉDÉRIC GUIOMARD

Université Paris Ouest Nanterre la Défense – IRERP